



La Commune



Toujours, à propos de la FI et de Mélenchon - questions de programme - 1^{ère} partie

Première partie

Notre dernier billet sur JLM et la FI a suscité quelques commentaires d'« insoumis » ou de militants qui pensent que la « dynamique » de la FI est bonne. Comme toujours lorsque nous mettons en cause la FI, la plupart (pas tous) des commentaires sont plus ou moins injurieux. Parmi ces commentaires, nous avons eu droit à une réaction du blog Mediapart JLMFI officiel, « dé-publié » dès que nous y avons répondu du tac au tac (voir en annexe). Qu'à cela ne tienne, nous avons coutume d'aller jusqu'au bout de nos critiques, n'en déplaise au « qu'en dira-ton ». La critique est le ressort de l'élaboration d'une politique ouvrière indépendante.



Ce que nous avons en vue, c'est l'illustration des solutions ouvrières à la crise. Cette question en entraîne une autre : aller ou non vers le socialisme. C'est cette question qu'évince JLMFI. Nous revenons donc sur sa réponse pour le moins mal assumée sur notre blog mediapart

Christian Barbier – La Commune : même combat ?

Selon JLMFI notre texte « *résume tous ceux qu'on voit fleurir dans les colonnes bourgeoises des Médias du CAC, et ici de Mediapart lorsqu'il s'agit de diviser les gens* ». Cette appréciation est en elle-même tout à fait

ridicule. Outre que nous n'avons jamais présenté JLM comme un dictateur communiste, un Chavez français et que nous nous sommes refusés à hurler avec les loups entre les deux tours des présidentielles, le fond de notre opposition aux animateurs nationaux de la FI est tout naturellement aux antipodes de la prose des Barbier et consorts.

Qui imagine Barbier « tacler » Mélenchon sur ses « propositions » de contrats jeune, de missions pour les chômeurs, de sécurité sociale professionnelle, si ce n'est pour dire que cela n'irait pas encore assez loin dans le sens du travail précaire ?

Barbier ne s'intéresse pas au programme de la FI, seul le motive ce qu'il palpe tous les mois ou toutes les semaines. A leur décharge, JLMFI dit lui-même que son commentaire n'est pas terrible. Nous ne le « méritons » même pas, selon lui...

« Convergence d'intérêts » Mediapart – La Commune ?

Selon JLMFI, nous trouvons « *en Mediapart un excellent canal et une convergence d'intérêt : tenter de discréditer France Insoumise, et semer le doux parfum de la défaite* ». Outre qu'il utilise lui-même ce canal, nous ne « méritons » pas qu'il perde son temps à amalgamer ce qu'a écrit Edwy Plenel entre les deux tours et ce que nous avons écrit nous-même, en défense du « Ni-Ni » (contrairement à Edwy Plenel qui appelait à voter Macron). Mais serait-ce un désaccord mineur au regard de notre « convergence d'intérêt » avec Mediapart, « *aux seules fins de discréditer FI* ». Question : qui discrédite FI ?

Qui discrédite France Insoumise ?

N'est pas ce pas Mélenchon qui se discrédite soi-même quand il déclare au Parlement européen : « *les travailleurs détachés volent le pain de ceux qui sont sur place* » ou lorsqu'il dit à propos d'un simple pigiste payé à coups de lance-pierre « *jette moi cette merde dehors* » ou quand il tance un cheminot de l'exécution dont l'établissement risque de fermer en lui lançant « *j'use ma vie à vous défendre* » ou quand il déclare « *je ne suis pas pour la liberté d'installation des étrangers* » ou quand il se réclame de la politique étrangère « *mitterrando-gaulliste* » ? Ou quand il dit à des enfants issus de l'immigration « *vous allez passer pour des barbares* » quand ils ne font qu'exprimer leur joie dans leur quartier, sans aucun excès ¹.

Nous ne discréditons rien du tout, nous sommes opposés au programme FI, même s'il se présente comme un baril de miel... Ont été versées dans ce baril de miel plusieurs cuillerées de goudron. Les qualités de ce programme sont annulées par ses défauts.

Corbière et le PG ne sont pas en reste : en appelant honteusement à voter Macron, au mépris de la consultation de la base insoumise, ne jette-t-il pas lui-même le discrédit sur FI ?

Le soutien à une municipalité- en l'occurrence Grenoble -qui casse les services publics, s'en prend aux syndicats, supprime des dizaines de poste - discrédite bien plus FI que tout ce que nous pouvons écrire.

La cohabitation pour dernier terrain vague

Dans l'immédiat JLMFI nous dézingue ainsi : « *Dans sa petite boutique, son petit papier, son petit texte Rhodes attend la défaite ...comme les spéculateurs attendent l'effondrement d'un pays* ». On dirait du De Gaulle ! (« petite soupe, petit feu »). La « défaite », quelle « défaite » ? La défaite de FI ? Ce n'est pas notre problème, ni dans un sens, ni dans un autre. En outre, son GRAND Etat-major est assez grand pour l'organiser tout seul car la voie qu'il trace conduit à une impasse.

Pour nous autres, les voix FI et abstentionnistes ouvriers et populaire du Premier tour font partie du même front du refus qui se cherche. Quelle perspective lui ouvre ce grand Etat-major ?

La cohabitation avec Macron ! Haut les cœurs, en effet.

Pour autant, nous ne serions pas « défaits » si FI obtenait une majorité de députés à l'assemblée : tous les problèmes seraient posés et, au premier chef, celui de la destitution de Macron, de l'abrogation de la V ème et de « tout le pouvoir à l'assemblée ». Reconnaissons tout de même que pour l'heure, c'est la trame d'un joli roman de politique-fiction. (Voir en annexe 2 notre article sur « le changement démocratique »). Si, dans ce cas d'espèce, Mélenchon s'accrochait à la cohabitation, il finirait comme Jospin en 2002. La cohabitation serait l'école préparatoire à la défaite.

D'ores et déjà, si FI n'a pas eu le nombre de voix qu'il escomptait au premier tour, la faute n'en incombe pas à Arthaud-Poutou. La cause réside dans les ambiguïtés du programme et son caractère abscons et trop « technique » et elliptique. Sans omettre le chauvinisme ou « indépendantisme français » (comme si la France était une nation dominée, colonisée ou occupée), ou « universalité de la France ».

Proposer ? Mais, à qui donc ?

Revenons donc plutôt sur « l'effondrement du pays ». Bien évidemment, nous ne misons pas là-dessus et nous militons contre l'effondrement de la France, comme pays. Nos contradicteurs nous rétorquent souvent, à bon droit : « *qu'est-ce que vous proposez, vous ?* ». C'est une sorte de défi. Dans un premier temps, nous répondons : « *nous ne proposons pas, nous revendiquons avec notre classe* ». Cela ne saurait, certes, suffire. La question est de savoir : à qui on propose ? Aux médias, aux classes dirigeantes ? A ceux-là, nous n'avons rien à proposer.

Nous proposons aux syndicalistes, sans parti, militants ce qui nous semble être des pistes pour des solutions ouvrières à la crise, à partir des besoins pratiques des masses et des revendications vitales, tout en ayant conscience que la masse n'est pas homogène.

JLMFI a beau railler, nous ne prenons pas pour une « avant-garde » ou pour des « éclaireurs ». L'avant-garde se dégage à partir des nécessités de l'action indépendante des travailleurs, au sein des masses et en réaction à la politique des actuels dirigeants centraux des syndicats qui ne veulent pas rompre les liens avec les gouvernements et cherchent, quel qu'en soit le contenu, le « dialogue social ».

Et la France dans tout ça ?

Pour l'heure, c'est la politique des gouvernements successifs (dans la chaîne desquels s'insère le gouvernement de cohabitation Chirac-Jospin - dont Mélenchon fut le ministre de « l'alternance école-entreprise », sans regrets à ce jour) qui conduisent la France sur la pente fatale de l'effondrement économique et social. Lequel peut conduire au fascisme. Mais de quelle France parlons-nous ? Nous parlons ici du pays et de ses habitants exploités, spoliés et opprimés. Rien à voir avec l'Etat-« nation » français auquel la France est identifiée.

Nous parlons de la France comme en parlait cet ouvrier de Rennes au printemps 2016 :

« *« Je travaille en usine depuis mes 20 ans. Je n'ai jamais été au chômage. Et, plus ça va...Ça fait 27 ans que j'ai le même salaire et on va encore me demander de faire des sacrifices. En sachant que tous ces financiers sont en train de se faire des couilles en or avec des poils en diamant. Et, nous, faut qu'on écrase notre gueule. Alors, non ! Maintenant, ça suffit ! Y'en a ras-le-bol de leurs conneries ! Ras le bol ! C'est, c'est soit ils lâchent du lest, soit on va leur péter à la gueule. Et, là c'est pas un syndiqué, pas un CGT, y a aucun mouvement derrière, c'est un français qui vous parle, avec une famille, comme vous, avec enfants, des grands parents qui sont tous en train de crever ...Oui, on n'est pas en Inde mais eux, ils voudraient bien qu'on se transforme en Indes ou en Grèce. Tout le monde au niveau de la Grèce ! Comme ça, eux, ils ramassent. Alors, non ! C'est non ! Vous êtes en France, on défend la France ! On est des français. Pas des terroristes. C'est eux, les terroristes ! On est d'accord ? C'est eux qui vident les pays et qui vident les finances. Alors que nous on se casse le cul à bosser. **On leur demande pas, les gens qui sont là, ils ne demandent pas d'avoir plus, ils se défendent seulement pour pas avoir moins. On leur demande pas des vacances en plus, on leur demande pas des salaires en plus, on leur demande juste de rester au minimum qu'on est** . Y'en a marre, maintenant ! Ras le bol ! Là, c'est pas un cagoulé, c'est pas un syndicat, c'est quelqu'un, un français, on défend la France. Et vive Victor Hugo »* sur <https://www.facebook.com/infocomcgt/videos/707182876099348/>

Nous parlons de la France comme Trotsky en parlait : « *La France qui, pour nous, n'est ni la Bourse, ni les banques, ni les trusts, ni le gouvernement, ni l'état-major, ni l'Eglise -ceux-là sont les oppresseurs de la France-, mais la classe ouvrière et les paysans exploités .* » <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ouvalafrance/ovlf2.htm>

Encore une fois et comme toujours : « l'ennemi est dans notre propre pays » (K Liebknecht)

Le contenu que cet ouvrier de Rennes donne à la France n'est pas celui que lui confère Mélenchon : ce sont les droits, acquis, garanties collectives, conquêtes sociales, le « modèle 45 ».

Reste à savoir si la politique de Mélenchon peut conjurer l'effondrement du pays. Nous ne le croyons pas un seul instant. De même, nous ne croyons pas une seconde que sa politique puisse unir la masse du peuple. La dite « *alternative écologiste, humaniste et sociale* » s'inscrit, nous allons le voir, dans la vieille quête d'une « troisième voie » y compris par la cohabitation avec Macron. **2**

Le retour du la « troisième voie »

Cette troisième voie, faite d'insurrections dans les urnes, de révolution fiscale, de menace de sortie des Traités sans rupture avec l'UE, ses institutions et directives et par la « renégociation » des dit-Traités, n'épargne pas la sécurité sociale. Pourtant, ce que l'on a compris, c'est la promesse de remboursement de

tous les soins y compris optiques et dentaires, le tout dans une sécurité sociale « intégrale ». Jusque-là, tout semble baigner dans l'huile. Mais cette mesure, même à la presse, ne s'ajuste pas au sort que jette le programme FI à la Sécu. Il se faut se reporter à un autre chapitre pour s'apercevoir que JLMFI veut fusionner la CSG et l'impôt sur le revenu. Ici, FI n'invente rien : il reprend un des engagements de Hollande en 2012. Un engagement qui, heureusement, n'a pas été tenu.

JLMFI : jusqu'au bout de la CSG

Pour décrypter ce point-clé du programme, il nous faut revenir sur ce qu'est la CSG imposée en 1991 par le gouvernement Mitterrand-Mauroy au moyen du 49.3, avec l'appui de la CFDT (y compris sa gauche interne et les futurs fondateurs de SUD-Rail). A priori, le groupe parlementaire PCF entendait voter contre. De leur côté, conjointement, CGT et FO y étaient opposés. La droite, également, pour de toutes autres raisons. La droite présenta une motion de censure que le groupe PCF ne vota pas « pour ne pas mêler ses voix à la droite ».

Voilà pour la forme : sur le fond, la CSG « transformait » des cotisations sociales - Assurance maladie en impôt prélevé à la source. Néanmoins, les recettes de la CSG sont toujours versées à la Sécurité sociale à ce jour. Bien entendu, le but de la manœuvre était d'aller vers une CSG versée directement à l'Etat. Et c'est ce que prône maintenant le programme FI :

« : « *Refonder l'imposition sur les revenus en transformant la CSG et l'impôt sur le revenu actuel en un nouvel impôt citoyen sur les revenus, garantissant les recettes de la Sécurité sociale et de l'État* » (page 16 du programme Avenir en Commun - format PDF)

Nous avons donc « alerté » très vite de cette « mesure » qui est une trahison de la Sécurité sociale. Plus tard, dans l'un des « livrets » destiné à préciser le programme, FI écrit :

« " *La suppression de l'ONDAM ³ et l'affectation à l'Assurance Maladie de ressources propres, indépendante du budget de l'État, via une CSG progressive rénovée, la suppression de nombreuses niches sociales, aujourd'hui compensées par l'État et la transformation en cotisations sociales, des primes actuellement versées aux complémentaires santé.* " (Page 22 Livret Santé FI ⁴)

L'explication est laborieuse mais plus simple qu'il n'y paraît : l'Etat percevra dans une même tirelire CSG et Impôts et...reversera ce qu'il veut à l'Assurance Maladie qui sera « indépendante » pour gérer cette enveloppe, de façon à équilibrer les comptes. Actuellement, il n'existe pas de budget de la Sécurité sociale : les cotisations sont transformées en prestations, en « flux continu ». Supposons que, grand seigneur, un gouvernement Mélenchon-Corbières attribue davantage à la Sécu que ce que lui rapporte la CSG, ce sera au détriment d'autres dépenses nécessaires de l'Etat. Le mal sera fait : l'assurance maladie sera financée par l'Etat, elle sera Etatisée. Quid des exonérations de cotisations en faveur des employeurs ? Quid du remboursement par l'Etat des milliards d'exonérations non compensées ?

A suivre

31mai 2017

Dans notre seconde partie : Salaire - Licenciements - Peuple

~~~~~

## ANNEXE 1

**JLM FI répond à notre article « à propos de Mélenchon et de la France insoumise**

22/05/2017 20:19

Par JLMFI

*Texte qui résume tous ceux qu'on voit fleurir dans les colonnes bourgeoises des Médias du CAC, et ici de Médiapart lorsqu'il s'agit de diviser les gens.*

*Nous serions donc opposés aux ouvriers.*

*Quant à "l'avant garde" qui s'exprime dans cet article, elle fétichise la Révolution au point de l'attendre comme certains croyants attendent le messi.*

*Pourquoi invite t'on Trotsky lorsqu'un grand mouvement populaire presse le champ politique d'un pays ? Pourquoi invite t'on Trotsky lorsqu'il s'agit de discréditer une démarche politique populaire où chacun se prend en charge pour construire une alternance démocratique ?*

*Pourquoi ?*

*Pour diviser les gens.*

*Ainsi Rhodes <sup>5</sup> comme d'autres ici, trouve en Médiapart un excellent canal et une convergence d'intérêt : tenter de discréditer France Insoumise, et semer le doux parfum de la défaite.*

*Dans sa petite boutique, son petit papier, son petit texte Rhodes attend la défaite ...comme les spéculateurs attendent l'effondrement d'un pays.*

*La référence à Syriza est intéressante... Seul le PCF fait mine de ne pas comprendre que Tsipras n'est plus un dirigeant de cette gauche qui lutte.*

*Mauvais billet... commentaire pas terrible... car il ne méritait pas plus <sup>6</sup>.....*

## **Notre première réponse à JLMFI**

*"la petite boutique" que nous serions comptait parmi ses membres fondateurs un certain Alexis Corbière. Nous publierons très prochainement sur ce blog notre point de vue sur "l'alternative démocratique". Votre commentaire vaut ce qu'il vaut. On sent poindre un mépris "gaullien", qui paraphrase l'histoire de "la petite soupe, petit feu". Quant à Trotsky ( "courageux" disait Mélenchon) nous l'invitons chaque fois que nécessaire, lui comme beaucoup d'autres qui avaient une vraie expérience historique, surtout lors de grands mouvements, comme celui du printemps 2016. Il est vrai que nous ne fétichisons pas les "insurrections dans les urnes", les "révolutions fiscales". Votre technique de "réponse" est celle dite de l'homme de paille consistant à prêter à son contradicteur, en toute conjecture, des positions, des intentions ou des attentes qu'il n'a pas ( spéculation sur "l'effondrement du pays" quand c'est, en réalité, le régime de la Vème qui s'effondre sur pied, indépendamment de la volonté des hommes, ce qu'en bon matérialiste, JLM doit savoir). Quant à la "révolution", nous sommes déjà au début d'une situation révolutionnaire ( JLM l'a fort bien compris), comme à chaque fois que la crise du Pouvoir se combine avec la crise sociale. Nous ne connaissons pas la suite : pour heure, nous disons comme des milliers de syndicalistes et de salariés : Ni loi El Khomri1, ni loi El Khomri2, abrogation totale. S'agissant de ces législatives antidémocratiques du simple fait du mode de scrutin et du découpage qui en découle, avec à la fin des élus à la faveur de triangulaires et donc minoritaires), nous ne donnons aucune consigne de vote. (Ceci est la réponse à un commentaire de JLMFI "dépublié" aussitôt après cette réponse ...)*

## **ANNEXE 2**

### **Notes sur le «changement démocratique»**

**Publié dans La Commune –mensuel n°117**

Il a beaucoup été question de changement démocratique au cours de la campagne électorale. Mélenchon a su capter en sa faveur cette aspiration à en finir avec la Ve République. Les marxistes que nous sommes ne sont pas indifférents aux formes de domination de la bourgeoisie, c'est-à-dire aux différents types de régimes sur lesquels, directement ou indirectement, la classe dirigeante (qui détient les moyens de production et les capitaux) exerce sa domination politique.

Lénine considérait que la république démocratique facilitait la lutte pour le socialisme, en ce qu'elle permettait l'existence de ce que Trotsky appelait «J les foyers de démocratie ouvrière »

(syndicats, partis issus du mouvement ouvrier, organisation révolutionnaire, clubs sportifs ouvriers...). Lénine cherchait toujours la voie la plus pacifique possible pour renverser l'ordre établi, c'est-à-dire l'ordre bourgeois et capitaliste, contrairement à ce que prétendent ceux qui le dépeignent comme un partisan des

insurrections violentes à tout prix et un être assoiffé de sang. Nous aurons l'occasion de revenir prochainement dans nos colonnes sur les conditions dans lesquelles les bolcheviks ont pris le pouvoir en 1917. Le marxisme, s'il exalte le « héros collectif » que sont les masses dans certaines circonstances ne fait aucune apologie de la violence. Il apprend surtout à y faire face par l'autodéfense active de masse contre les bandes armées du Capital et la répression de l'Etat.

Des mélanchonnistes nous écrivent : « Ah, vous, vous voulez faire la révolution avec des fourches et des fusils ». Mais qu'est-ce qu'une révolution ? C'est ce qu'un cheminot, face à Mélenchon, a appelé le « J point de rupture », c'est-à-dire le moment où le mélange crise du pouvoir- crise sociale provoque l'explosion de façon inattendue. Il n'est en le pouvoir de personne de décider qu'une révolution aura lieu ou n'aura pas lieu. Pour l'instant nous sommes au début d'une situation révolutionnaire. Nous n'attendons pas que la révolution tombe comme un fruit mûr. Au reste, toute situation révolutionnaire ne débouche pas sur la révolution.

Si on nous dit : « changement démocratique », nous serons tentés de dire « chiche ». A condition que ce soit un vrai changement démocratique :

- abolition de l'état d'urgence,
- amnistie de tous les syndicalistes et manifestants condamnés,
- fermeture de tous les centres de rétention,
- abolition de la justice administrative,
- abolition du mode de scrutin dit majoritaire par découpage de circonscriptions taillées sur mesure,
- suppression de la présidence de la République et du Sénat,
- abrogation de la Constitution de 1958-62 et élection d'une assemblée unique concentrant tous les pouvoirs, comme le voulait la constitution de la 1ère République du 24 août 1793 <sup>7</sup> .....

Ce n'est pas notre programme mais, parfois, un pas en avant « vaut mieux qu'une douzaine de programmes » comme le disent souvent les marxistes. Dès lors se posera le problème d'assemblées ouvrières et populaires et de l'action de classe pour contrôler le mandat des représentants à cette assemblée et révoquer ceux qui s'écartent de la défense des intérêts des salariés, des chômeurs, des jeunes et de la population pauvre. Des représentants à cette assemblée nationale unique, nous exigeons qu'ils votent une loi interdisant les licenciements et

les délocalisations, y compris par la réquisition, ou pour contraindre les grandes entreprises à réintégrer en leur sein la sous-traitance frappée par la crise. Nous n'avons donc absolument

rien à craindre d'un tel changement démocratique mais nous n'opposons pas ce changement ou « un idéal de la démocratie » à la lutte de classes. A cette étape nous militons dans la voie de la grève générale qui posera au grand jour la question du pouvoir, de « qui doit décider ? ». C'est ce que ne fait pas Mélenchon, en proposant en guise de « J changement démocratique » une assemblée constituante dans le cadre de la Ve République siégeant à côté de l'Assemblée nationale, du Sénat et de la présidence de la République. Une Assemblée constituante réduite à une commission de révision constitutionnelle, dont une partie des membres seraient ...tirés au sort. Ce bel enfumage (qui n'a de démocratique que le nom) ne nous divertira pas de la tâche de l'heure : Unité pour l'abrogation totale de la loi El Khomri - A bas les ordonnances !

**Luciano Menzi,  
21 mai 2017**

**1.** <https://www.facebook.com/Qofficiel/videos/1576097859080829/>

**2.** « Je voudrais une cohabitation » 21 05 <https://www.youtube.com/watch?v=V5c2p7R1QnI>

**3.** Objectif national de dépenses de l'assurance maladie - est adopté dans le cadre de la loi annuel de financement de la sécurité sociale à titre indicatif et incitatif , sans obligation formelle de résultat

**4.** <https://avenirencommun.fr/le-livret-sante/>

**5.** Nom de notre collectif de rédaction sur notre blog Mediapart

**6.** <https://blogs.mediapart.fr/edition/la-commune-pour-un-parti-des-travailleurs/article/210517/nouveau-propos-de-melenchon-et-de-la-france-insoumise/commentaires>

7. <http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/laconstitution/les-constitutions-de-la-france/constitution-du-24-juin-1793.5084.html>

---

Modifié le mercredi 31 mai 2017

---

## Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>